



# **TRAVAUX DE REFECTION DES RESEAUX DE CHAUFFAGE DE LA CITE DES DOUANES A CHAMONIX (74)**

## **MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE**

***CCAP - MOE***

Réf n° MAPA-25-35

**PROCEDURE ADAPTEE OUVERTE**

En application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 et suivants  
du code de la commande publique

---

# SOMMAIRE

---

SOMMAIRE .....	2
1. Objet du marché – dispositions générales .....	4
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Durée.....	4
1.3 Décomposition en lot et tranche.....	4
1.4 Représentation des parties .....	4
2. Contenu de la mission de maîtrise d'œuvre.....	5
2.1 Missions de maîtrise d'œuvre .....	5
2.2 Prestations similaires .....	5
3. Pièces contractuelles du marché.....	5
4. Traitement des données à caractère personnel.....	6
4.1 Description et finalité du traitement .....	6
4.2 Obligations du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage .....	6
4.3 Droit à l'information et des autres droits des personnes concernées par le traitement .....	7
4.4 Sort des données à l'issue du traitement.....	7
4.5 Sous-traitance.....	7
5. Modalités d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre.....	7
5.1 Sous-traitance.....	7
5.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	7
5.3 Arrêt de l'exécution de la prestation .....	8
5.4 Utilisation des résultats .....	8
6. Cout d'objectif de l'opération .....	8
6.1 Avant la passation des marchés de travaux.....	8
6.1.1 Cout prévisionnel provisoire fixé par le Maître d'ouvrage (Cpp) .....	8
6.1.2 Cout prévisionnel définitif établi par le Maître d'œuvre et engagement (Cpd) .....	9
6.1.3 Modifications .....	9
6.1.4 Cout de référence établi à l'issue de la consultation des entreprises .....	9
6.1.5 Conséquences du non-respect de l'engagement.....	9
6.2 Après la passation des marchés de travaux .....	10
6.2.1 Cout de réalisation des travaux .....	10
6.2.2 Comparaison entre la réalité et la tolérance .....	10
6.2.3 Conséquences du non-respect de l'engagement.....	10
7. Rémunération du maître d'œuvre .....	10
7.1 Forfait de rémunération provisoire (Fp).....	10
7.2 Forfait de rémunération définitif (Fd) .....	11
7.3 Modifications du forfait de rémunération en cours d'exécution .....	11
8. Prix – variations.....	12
8.1 Forme et contenu des prix .....	12
8.2 Variation des prix.....	12
9. Avance .....	13

---

9.1 Détermination du taux.....	13
9.2 Bénéficiaires.....	13
9.3 Modalités de règlement .....	14
9.2 Remboursement de l'avance .....	14
10. Modalités de règlement.....	14
10.1 Acompte.....	14
10.2 Contenu de la demande .....	15
10.3 Décompte général – solde .....	16
11. Délais et pénalités .....	17
11.1 Délais .....	17
Pénalités pour retard .....	18
11.2 Délais en phase Travaux .....	18
Pénalités.....	19
11.3 Autres pénalités.....	20
11.4 Expiration du délai d'exécution : .....	20
11.5 Prolongation du délai d'exécution .....	21
12. Résiliation.....	22
13. Assurances .....	22
13.1 Assurances du maitre d'œuvre .....	22
13.2 Assurance du maitre d'ouvrage .....	23
14. Clauses complémentaires .....	23
14.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution .....	23
14.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution .....	23
15. Dérogations au CCAG Maitrise d'œuvre.....	23

---

## 1. Objet du marché – dispositions générales

### 1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet le choix d'un maître d'œuvre pour l'opération de travaux de réfection des réseaux de chauffage de la Cité des Douanes à CHAMONIX (74).

Le rôle du Maître d'Œuvre est défini conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

### 1.2 Durée

Le marché prend effet à compter de la date de réception de la notification par son titulaire jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement due par les constructeurs ou à la levée des réserves et reprises des désordres mentionnés lors de l'année de garantie si leur date de levée ou reprise est postérieure.

La durée prévisionnelle du marché est de 20 mois, compris année de parfait achèvement.

### 1.3 Décomposition en lot et tranche

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement au motif que son objet ne permet pas la distinction de prestations distinctes, conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

Le présent marché fait l'objet d'une décomposition en tranches :

- **Tranche ferme** : diagnostic chauffage (établissement des dysfonctionnements et préconisations travaux et chiffrage)
- **Tranche optionnelle** : suivi des études et des travaux

Si la tranche optionnelle n'est pas affermie, cela n'ouvre à aucune indemnité pour le titulaire.

### 1.4 Représentation des parties

Dès la notification du marché, le **Maître d'ouvrage** désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Maître d'ouvrage pour l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage : EPA MASSE DES DOUANES - SERVICE CENTRAL

Immeuble les Allées de Montreuil

11 rue des deux Communes

93558 MONTREUIL Cedex

Représenté par :

EPA MASSE DES DOUANES - DIRECTION INTERREGIONALE DE LYON

74000 ANNECY

Le mandataire : SEMCODA – service AMO

50, rue du pavillon

01 000 Bourg-en- Bresse

Représenté par B. PERRET

Le coordonnateur sécurité prévention de santé (CSPS) : non désigné

Le contrôleur technique (CT) : non désigné

---

## **2. Contenu de la mission de maitrise d'œuvre**

### **2.1 Missions de maitrise d'œuvre**

Le marché de maitrise d'œuvre comprend les éléments de missions suivants tels que définis par le Code de la commande publique :

- AVP (Avant-projet)
- PRO (Projet)
- ACT (Assistance à la passation des contrats de travaux)
- DET (Direction des travaux)
- AOR (Assistance lors des opérations de réception et GPA)
- EXE conception (EXE 1)
- VISA

En plus des missions de base, les missions complémentaires suivantes sont confiées au maître d'œuvre :

- DIAG

### **2.2 Prestations similaires**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

## **3. Pièces contractuelles du marché**

**Par dérogation à l'article 4 du CCAG Maitrise d'œuvre**, les pièces constitutives sont par ordre de priorité décroissante les suivantes :

- L'acte d'engagement et son annexe le cadre de réponse « missions et répartition des honoraires »
- Le programme de l'opération et ses annexes
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe (développement des missions de maîtrise d'œuvre);
- Le mémoire technique rédigé par le candidat
- Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG Maitrise d'œuvre) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cas échéant, les additifs joints au DCE en cours de consultation, les précisions complémentaires apportées par le soumissionnaire après remise de son offre (suite à demande de précisions/compléments du pouvoir adjudicateur ou négociation).

Il est précisé que le (ou les) marché (s) de travaux sont soumis aux dispositions du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le maître d'œuvre reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG Travaux et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG.

---

## 4. Traitement des données à caractère personnel

**En application de l'article 5 du CCAG-MOE**, chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

### 4.1 Description et finalité du traitement

- Objet :

Le titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement toutes les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution de son marché.

- Nature du traitement :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

- La transmission de données entre les différents interlocuteurs intervenant dans le cadre de la réalisation des prestations objet du présent marché pour assurer l'information et/ou la coordination nécessaire au bon déroulement des prestations.
- L'enregistrement et la conservation, pendant la durée légale, des données garantissant une traçabilité de la conformité des prestations réalisées.
- L'utilisation des données par les différents interlocuteurs intervenant dans le cadre de la réalisation des prestations objet du présent marché.

- Finalité du traitement :

La finalité du traitement correspond strictement à l'objet du marché.

- Données traitées et personnes concernées :

Les données à caractère personnel traitées sont celles qui demeurent utiles, adéquates, pertinentes et non excessives au regard de la finalité pour lesquelles elles sont collectées et de leurs traitements conformément à la nature des engagements des parties.

Il s'agit notamment des coordonnées (électroniques, téléphoniques et postales ; noms, prénoms, fonctions) des membres de la maîtrise d'ouvrage, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, des entreprises titulaires des marchés de travaux et autres, de tout type de partenaires intentionnels ou des utilisateurs.

### 4.2 Obligations du titulaire vis-à-vis du maitre d'ouvrage

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Traiter les données uniquement dans le cadre de la finalité du marché ;
- Garantir la confidentialité des données traitées dans le cadre du marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données disposent d'une formation et/ou d'une sensibilisation adéquate ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données soient soumises à une obligation confidentialité légale et/ou contractuelle adéquate ;
- Traiter les données conformément aux instructions du responsable de traitement du maitre d'ouvrage ;
- Alerter sans délai le responsable de traitement du maitre d'ouvrage en cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée de données ;
- Aider et assister le responsable de traitement du maitre d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent notamment en vue d'exercer leurs droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation ;
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données collectées ou enregistrées dans le cadre de l'exécution du marché et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues,

- détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées ;
- Tenir un registre des traitements effectués pour le compte du maître d'ouvrage et à le mettre à sa disposition en cas de besoin.

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance

### **4.3 Droit à l'information et des autres droits des personnes concernées par le traitement**

Le titulaire du marché, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le maître d'ouvrage avant la collecte de données.

### **4.4 Sort des données à l'issue du traitement**

A l'issue de la période d'exécution du marché, le titulaire s'engage, sans que cela fasse l'objet d'une rémunération à :

- Dans les délais légaux liés à la durée d'archivage, détruire toutes les données à caractère personnel.
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur qui pourraient être nécessaires pour le suivi des prestations réalisées (maintenance des installations, garanties). Il détruit toutes les copies existantes en interne.

### **4.5 Sous-traitance**

Le titulaire du marché peut faire appel à un sous-traitant pour le traitement de données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du marché.

Le sous-traitant doit être déclaré et agréé en suivant les règles du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement de données réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement du maître d'ouvrage de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

## **5. Modalités d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre**

### **5.1 Sous-traitance**

Le titulaire, qui envisage de sous-traiter une partie du marché, à l'exception des tâches essentielles identifiées dans les documents particuliers du marché, demande au maître d'ouvrage d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

### **5.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail mentionnées à l'article 6 du CCAG-MOE.

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie I ou II au sens du Code du Travail (loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993).

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du Coordonnateur sera alors communiqué au Maître d'Œuvre.

---

A chaque étape de la conception du projet, le Maître d'Œuvre devra prendre en compte l'avis émis par le Coordonnateur S.P.S. à la phase précédente. Si celui-ci n'est pas suivi d'effet, le Maître d'Œuvre devra justifier que ses choix présentent un niveau de prévention au moins équivalent en s'appuyant notamment sur les principes généraux de prévention du Code du Travail. Le Maître d'Œuvre réalisera et transmettra au Coordonnateur S.P.S. au fur et à mesure de l'avancement du chantier tous les documents nécessaires à l'établissement et la mise à jour du Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (D.I.U.O.).

### **5.3 Arrêt de l'exécution de la prestation**

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à l'initiative du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations : chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

### **5.4 Utilisation des résultats**

Les règles en termes d'utilisation des résultats sont celles définies au chapitre 5 du CCAG- MOE à l'exception des dérogations suivantes :

**Par dérogation à l'article 22.5 du CCAG-MOE** il ne sera pas dressé de liste des titres de propriété industrielle afférent aux résultats du marché.

**Par dérogation à l'article 22.7 du CCAG -MOE**, la liste des tiers désignés ne figure pas dans les documents particuliers du marché.

**Par dérogation à l'article 24.2 du CCAG-MOE**, le maître d'œuvre accepte expressément que le maître d'ouvrage effectue ou fasse effectuer des arrangements, des adaptations, des transformations par tous précédés rendus nécessaires par toute destination des résultats (modifications, mise aux normes (environnementales, sécuritaires, réglementaires, réhabilitation, restructuration, extension ...), nécessités de service public, intérêt général...

Le maître d'ouvrage dispose en outre du droit de poursuivre la réalisation des résultats avec tous tiers de son choix en exploitant tous droits sur les prestations et/ou les résultats, y compris les droits d'adaptation et ce, sans que le maître d'œuvre ne puisse prétendre percevoir une somme supplémentaire à celles qu'il aurait déjà perçues en exécution du présent marché, ni réclamer une indemnité quelconque.

En tant que de besoin, il est précisé que le maître d'œuvre cède au maître d'ouvrage par les présentes les droits qu'il détient sur les supports originaux et les supports remis des résultats, ainsi que les supports utilisés pour l'exploitation (tels que plan, maquette, croquis, maquettes numériques le cas échéant etc.) et les codes sources des créations informatiques ou logiciels, la Région étant seule propriétaire desdits éléments.

Les droits de concession sont inclus dans la rémunération du Maître d'œuvre.

## **6. Cout d'objectif de l'opération**

### **6.1 Avant la passation des marchés de travaux**

#### **6.1.1 Cout prévisionnel provisoire fixé par le Maitre d'ouvrage (Cpp)**

Le coût d'objectif travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur pour les études et les travaux de bâtiment et V.R.D. au mois Mo, fixé par l'Acte d'Engagement. Il s'agit du Coût prévisionnel provisoire (Cpp).

Le coût d'objectif travaux des ouvrages (y compris V.R.D.) défini par le Maître d'Ouvrage est établi en fonction des données du programme de travaux.

---



Le Maître d'Œuvre vérifie la compatibilité du projet avec le coût prévisionnel provisoire (Cpp) défini par le Maître d'Ouvrage dans son programme aux différents stades :

- Etudes d'avant-projet ;
- Etudes de projet ;
- Assistance à la passation des marchés.

### **6.1.2 Cout prévisionnel définitif établi par le Maitre d'œuvre et engagement (Cpd)**

Le coût prévisionnel définitif est la somme des montants de travaux sur lesquels le maitre d'Œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

Il est ramené au mois « Mo » du marché de maîtrise d'œuvre défini dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R 2432-3 du Code de la commande publique, le Maître d'Œuvre s'engage à respecter le coût d'objectif des travaux arrêté à l'A.V.P, il s'agit du Coût prévisionnel définitif (Cpd).

Le coût d'objectif travaux des ouvrages est assorti d'un taux de tolérance de 3% (Seuil de tolérance = coût prévisionnel provisoire x (1 + taux de tolérance)).

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le Maître d'Œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître d'Ouvrage le lui demande.

### **6.1.3 Modifications**

Si en cours d'exécution du marché, le Maitre d'Ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois « Mo » des études s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

### **6.1.4 Cout de référence établi à l'issue de la consultation des entreprises**

Lorsque le Maître d'Ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises relative à la passation des marchés de travaux, le Maître d'Œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation.

Ce coût de référence est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, comme les mieux disantes par le maitre d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pris respectivement au mois m0 du marché de Maitre d'Œuvre et au mois m0 des offres mentionnées ci-dessus.

Le respect de l'engagement du Maitre d'Œuvre s'apprécie de manière globale, un seuil de tolérance est fixé à 3%.

### **6.1.5 Conséquences du non-respect de l'engagement**

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le Maitre d'Ouvrage peut :

- Soit accepter les offres des entreprises ;
- Soit demander au maitre d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût, et respecter l'estimation prévisionnelle du concepteur et le programme. Dans ce cas, la consultation sera déclarée sans suite ;
- Soit établir un avenant pour modifier le programme ou l'estimation prévisionnelle, avec ou sans modification du forfait de rémunération du concepteur ;
- Soit mettre fin au contrat du concepteur sans indemnité.

La reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire. Il est précisé à cet égard que la reprise des études doit se faire dans le respect du programme arrêté au préalable et ce dans le délai de sept jours, sous peine d'une pénalité définie ci-après.

---

## **6.2 Après la passation des marchés de travaux**

### **6.2.1 Cout de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux, sur lequel le Maître d'Œuvre assume sa mission, passés par le Maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux notifiés des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le Maître d'Ouvrage au Maître d'Œuvre. Le Maître d'Œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « Mo » du ou des marchés de travaux.

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 2% (Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)).

### **6.2.2 Comparaison entre la réalité et la tolérance**

Le coût constaté déterminé par le Maître d'Ouvrage après achèvement de l'opération est le montant, en prix de base « Mo travaux », des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'opération et hors révision ou actualisation de prix.

Le maître d'œuvre présentera un tableau complémentaire intégrant les éventuelles réclamations des entreprises avec son projet de décompte général.

### **6.2.3 Conséquences du non-respect de l'engagement**

En cas de non-respect de l'engagement, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie ci-après.

## **7. Rémunération du maître d'œuvre**

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations objet du présent CCAP.

La rémunération forfaitaire couvre l'intégralité des prestations nécessaires pour mener la mission à bonne fin, dans les circonstances de temps, de lieu, de délai et de complexité de l'opération que le maître d'œuvre est réputé connaître.

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations objet du présent CCAP.

Le marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire.

La rémunération est fondée sur un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux.

Le maître d'œuvre s'engage à n'accepter aucune rétribution de la part d'un tiers au titre de la mission qui lui est confiée dans le présent marché.

La concession des droits mentionnés à l'article 5.4 du présent CCAP.

Le marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire rendu définitif lors de la détermination du cout prévisionnel définitif.

Le maître d'œuvre s'engage à n'accepter aucune rétribution de la part d'un tiers au titre de la mission qui lui est confiée dans le présent marché.

### **7.1 Forfait de rémunération provisoire (Fp)**

Le forfait provisoire de rémunération (Fp) est établi après avoir arrêté :

- L'étendue de la mission ;
  - La complexité de l'opération ;
  - Le coût prévisionnel provisoire (Cpp) des travaux, égal à la partie de l'enveloppe financière initiale hors taxe, affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage ou son représentant.
-

Le forfait provisoire de rémunération est fixé par l'acte d'engagement.

## 7.2 Forfait de rémunération définitif (Fd)

La rémunération provisoire devient définitive (forfait de rémunération définitif - Fd) lors de l'acceptation par le Maître d'Ouvrage des études d'avant-projet (AVP) et de l'engagement du Maître d'Œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément aux dispositions des articles R2432-7 et R2194-1 du Code de la commande publique en application de la clause de réexamen suivante.

L'incidence éventuelle, sur les prestations de Maîtrise d'Œuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.

### 7.2.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération

Le forfait définitif de rémunération (Fd) est fixé au plus tard à la fin des études d'avant-projet (AVP).

Le coût prévisionnel définitif de l'ouvrage et le forfait définitif de rémunération seront fixés soit :

- Par ordre de service si le montant définitif de la rémunération est identique au montant provisoire,
- Par avenant pour les autres cas.

En cas de modification du programme ou de prestations acceptée ou proposée par le maître d'ouvrage ou son représentant,

$$Cpd = Cpp + \Delta Cp$$

Où  $\Delta Cp$  = le coût prévisionnel en plus ou en moins de la modification de programme ou de prestations décidée par le maître d'ouvrage ou son représentant ( $\Delta Cp$  peut être positif ou négatif).

Le passage de la rémunération provisoire à la rémunération définitive se fera sur la base **d'une négociation entre les parties**. En tout état de cause, la rémunération définitive ainsi librement négociée est plafonnée et ne pourra excéder le forfait définitif de rémunération maximal ( $Fd_{max}$ ) déterminé de la manière suivante :

$$Fd_{max} = Fp \times (1 + 0,85 \times \frac{\Delta Cp}{Cpp})$$

Où  $\Delta Cp$  = le coût prévisionnel en plus ou en moins de la modification de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage ou son représentant ( $\Delta Cp$  peut être positif ou négatif).

## 7.3 Modifications du forfait de rémunération en cours d'exécution

### ➤ Travaux supplémentaires du fait du maître d'ouvrage

Si des travaux supplémentaires sont réalisés à la demande du Maître d'ouvrage ou son représentant notamment par suite d'événements qui s'imposent à lui, et sans que cela résulte d'erreurs, d'imprécisions ou d'omissions du Maître d'Œuvre, le coût supplémentaire résultant de ces travaux supplémentaires ne sera pas pris en compte pour le calcul du coût constaté

Le montant de la rémunération correspondante sera négocié.

---

Dans ce cas précis et afin de préparer l'avenant le maître d'œuvre établit, sous un délai d'une semaine à compter de la demande par le maître d'ouvrage ou son représentant un rapport précisant :

- Les circonstances qui motivent la proposition de modification ;
- La ou les solutions proposées ;
- Les conséquences techniques de chaque solution ;
- L'estimation financière tant sur le coût d'investissement que sur les coûts d'exploitation ;
- L'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation ;
- L'éventuel surcoût d'études.

**L'absence de présentation du rapport, dans le délai d'une semaine à compter de la demande de la maîtrise d'ouvrage, entraîne le renoncement du maître d'œuvre aux modifications éventuelles de sa rémunération et du coût prévisionnel.**

➤ **Travaux supplémentaires du fait du maître d'œuvre :**

Lorsque le Maître de l'Ouvrage ou son représentant demandera au Maître d'Œuvre certaines modifications du projet destinées à pallier une omission, une imprécision ou une erreur notamment dans la conduite des travaux du Maître d'Œuvre, celui-ci devra fournir les études, plans dossiers et prestations correspondants sans augmentation de son forfait de rémunération. Les travaux supplémentaires que devraient alors engager le Maître d'ouvrage ou son représentant pour compléter son projet, ne sont pas susceptibles de modifier le coût prévisionnel définitif des travaux. Ils sont en revanche pris en compte dans le coût constaté.

➤ **En cas de substitution d'une entreprise à une autre par suite de la défaillance de celle-ci :**

Le Maître d'Œuvre s'oblige à fournir tous les éléments (plans, devis, descriptif, etc...) nécessaires à une consultation d'entreprises si le maître de l'Ouvrage ou son représentant lui en fait la demande ; il s'oblige à fournir tous les documents contractuels pour permettre l'établissement d'un avenant au marché de travaux, et la passation d'un nouveau marché avec la nouvelle entreprise. Le surcoût engendré ne sera pas pris en compte pour le calcul du coût constaté.

## **8. Prix – variations**

### **8.1 Forme et contenu des prix**

Les prix sont révisables de façon mensuelle.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, y compris toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire ou encore les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à un sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

### **8.2 Variation des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro »

Les prix sont révisés mensuellement selon la formule suivante :

$$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m - 3 \text{ mois}}{I_0 - 3 \text{ mois}}$$

Selon les dispositions suivantes :

$I_0$  – est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture publié ou à publier correspondant au mois Mo

$I_m$  est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture (ING) publié ou à publier correspondant au

mois d'exécution des prestations

Le mois " M<sup>0</sup> " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois qui précède la remise des livrables, de leur approbation ou selon les conditions stipulées à l'article 10.1 du présent CCAP. Pour les missions EXE2 et DET, le mois « M<sup>0</sup> » est celui qui précède l'exécution des prestations. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 »

Les coefficients de révision sont arrondis au millième près

## **9. Avance**

### **9.1 Détermination du taux**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - MOE

Le maître d'œuvre ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Si la durée du marché est inférieure à 12 mois le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial en TTC (toutes taxes comprises) du marché et porté à 10% lorsque le maître d'œuvre ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique.

Si la durée du marché est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial en TTC (toutes taxes comprise) du marché divisé par sa durée exprimée en mois et porté à 10% lorsque le maître d'œuvre ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique.

### **9.2 Bénéficiaires**

Les bénéficiaires de l'avance sont soit le prestataire unique, soit les prestataires groupés conjoints, et éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

Les dispositions du Code de la commande publique relative à l'avance sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Conformément à l'article R. 2191-6 du Code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci le maître d'ouvrage. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché public ou de l'acte spécial par l'acheteur.

En cours d'exécution, si les sommes restantes dues lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant ne permettent pas le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître

---

d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

### 9.3 Modalités de règlement

**En contrepartie** du versement de cette avance, l'acheteur **exige** conformément aux articles R2191-7 et 2191-33 du Code de la commande publique, la constitution d'une garantie à première demande couvrant la totalité du montant de l'avance.

Le versement de l'avance s'effectue en une seule fois.

Le règlement de l'avance intervient dans le délai fixé à l'article 10 du présent CCAP Maitrise d'œuvre

### 9.2 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire dans les conditions définies aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6 du Code de la commande publique.

## 10. Modalités de règlement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro, en précisant le n° de SIRET suivant : 759 200 751 00130 et le numéro d'engagement qui sera précisé dans le courrier de notification (le cas échéant).

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En phase travaux :

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

### 10.1 Acompte

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement présentée en cumulé et représentant les prestations exécutées.

La fréquence de ces demandes peut être mensuelle. Chaque acompte est établi par le mandataire de la maîtrise d'œuvre pour l'ensemble de l'équipe. Le versement des acomptes se fait dans le respect des dispositions du Code de la commande publique (articles L.2191-4 et R.2191-20 à 22).

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments E.S.Q, A.P.S et A.P.D seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

---

Une fois le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération arrêtés, il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte suivant à un **réajustement** en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments déjà payés.

Le règlement des sommes dues au titulaire se fera par virement dans un délai maximal de 30 jours (article R.2192-10 du Code de la commande publique) et fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

• Etudes DIAG/AVP	80 %	À la remise du dossier
	20 %	Après approbation
• Etudes de projet (PRO)	80 %	À la remise du dossier
	20 %	Après approbation
• Assistance à la passation des contrats (ACT)		
. Etablissement du DCE	25 %	Après approbation du dossier de consultation
. Analyse des offres	50 %	Après analyse des offres
. Mise au point du marché	25 %	Après notification des marchés
• Etude d'exécution (EXE), VISA et SYNT		
. EXE 1	50 %	À la remise des études de projet (PRO)
	50%	À la validation du DCE
. VISA	100 %	Proportionnellement à l'avancement des travaux
• Direction de l'exécution des travaux (DET)	90 %	Proportionnellement à l'avancement des travaux
	10 %	Après traitement du décompte général des travaux (à la date de l'accusé de réception par le Maître d'Ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises)
• Assistance aux opérations de réception et pendant la période garantie de parfait achèvement (AOR)	20 %	À la réception
	25 %	À la remise du dossier des ouvrages exécutés
	25 %	À la levée de la dernière réserve
	30 %	À l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou reprise des désordres signalés (si date de reprise postérieure).

Le défaut de règlement dans le délai fait courir, conformément aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, des intérêts moratoires calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la B.C.E. à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de 8 points auxquels s'ajoutera la somme forfaitaire de quarante (40) euros due au titre des frais de recouvrement.

## 10.2 Contenu de la demande

La demande de paiement mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

En cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Toutefois, Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul, habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. De même, le mandataire est seul, habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial dans le respect des dispositions des articles R.2192-18 à 23 du Code de la commande publique.

### **10.3 Décompte général – solde**

**Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-MOE**, après constatation de l'achèvement de sa mission, dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG MOE le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final ;
- La récapitulation des acomptes prévus au marché, et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

- Le représentant du maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte final qui lui a été transmis par le maître d'œuvre.
- Dans un délai de 30 jours courant à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage ou son représentant, ce décompte revêtu de sa signature avec ou sans réserve ou fait connaître les motifs de son refus

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve du maître d'œuvre, il devient le décompte général définitif et sa date de notification constitue le point de départ du délai de paiement

Si le Maître d'œuvre n'a pas renvoyé le décompte général signé dans le délai de 30 jours ou l'ayant renvoyé dans ce délai sans avoir exposé en détail les motifs de son refus, en précisant le montant de ses réclamations, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage ou son représentant est réputé accepté et devient le décompte général et définitif du marché.

Si le maître d'ouvrage ou son représentant s'abstient de notifier au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui notifie un projet de décompte général signé composé

- Du décompte final tel que transmis en application de l'article 11.7
- L'état du solde, hors révision de prix définitive établi à partir du décompte final
- De l'état récapitulatif des acomptes perçus, et du solde hors révision de prix définitive

**Par dérogation à l'article 11.8.2**, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage ou son représentant notifie le décompte général au maître d'œuvre.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la mention prévue à l'article 11.8.1, les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues à l'article 11.8.1.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication des indices ou index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le maître d'œuvre ou de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires. Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 35 du CCAG MOE

---



Si les réserves sont partielles, le maître d'œuvre est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

## 11. Délais et pénalités

Le délai d'exécution du marché part de la date de réception de la notification du marché par son titulaire.

### 11.1 Délais

Les délais d'établissement des documents d'études seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du Livrable	Délai	Point de départ des délais	Nombre d'exemplaires
DIAG/AVP	Diagnostic/Avant-projet	4 semaines	Date fixée par OS	numérique
PRO	Etudes de projet	3 semaines	Date fixée par OS	
EXE 1	Etudes d'exécution pour DCE	1 semaines	Date fixée par OS	
ACT 1	Relecture et observations sur les pièces administratives rédigées par la maîtrise d'ouvrage	48 heures	Jour ouvré suivant le jour d'envoi du courriel contenant les pièces administratives	
ACT 2	Analyse des offres initiales	2 semaines	Jour ouvré suivant la date limite de remise des offres	
ACT 3	Analyse des offres négociées	1 semaine	Jour ouvré suivant la date limite de remise des offres (négociées)	

Pour chaque livrable, la décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 2 mois après réception.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'approbation tacite d'un livrable ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission qui suit.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'imposer des délais partiels pour la remise des éléments ou parties d'éléments ci-dessus.

Le dépôt du permis de construire ou de la déclaration de travaux : doit intervenir au plus tôt sur la base des plans A.V.P et au plus tard avant le démarrage de la phase P.R.O..

La présentation du D.O.E : En phase D.O.E, le prestataire devra impérativement fournir le dossier complet de plans sous une forme numérique, sur un support organisé par entreprise.

Les plans seront fournis aux formats PDF et DXT ou DWG.

L'exemplaire informatique du D.O.E contiendra les comptes rendus de chantier.

## Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

- Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement.

En cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du maître d'œuvre si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 28. Du CCAG MOE

**Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE**, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable

**Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE** En cas de retard dans la présentation des documents d'études, le Maître d'œuvre subit sur ses créances H.T., une **pénalité journalière de 150 euros**.

### Comptes rendus de réunion

En cas de retard du maître d'œuvre dans les réponses aux questions des candidats, celui-ci encourt une pénalité de 50 €/jour de retard.

### Questions posées

En cas de retard de l'assistant à maîtrise d'ouvrage dans les réponses aux questions des candidats, celui-ci encourt une pénalité de 50 €/jour de retard.

### Plafonnement des pénalités

**Par dérogation aux articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG MOE**, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné. Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard

## 11.2 Délais en phase Travaux

### Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE

#### Délais de diffusion des Comptes-rendus de chantier / réunions

La Diffusion des CR de réunion de chantier doit être réalisée dans un délai de 48h après la réunion.

#### Délai VISA

Conformité et VISA des documents : 2 semaines après la remise du dossier/des documents par l'entreprise

#### Délai DOE

Contrôle des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) : 3 semaines après la réception  
Remise des DOE 1 mois après la réception.

#### Délai question posée :

Réponse sous 48 h ou délai fixé au cas par cas.

#### Délais d'exécution ou de livraison

Délai fixé à l'article 1.2 du CCAP.

#### Délai de vérification des décomptes mensuels

Le délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à **7 jours calendaires** à compter de la date de dépôt sur le site Chorus pro jusqu'à la date de dépôt du décompte mensuel sur le portail chorus pro

---

**Délai de vérification du projet de décompte final**

Le délai de vérification du projet de décompte final fixé à 10 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise ou via le portail chorus pro.

**Délai d'instruction des mémoires en réclamation**

Le délai est fixé à 15 jours

**Etablissement des documents de réception des travaux par le maître d'œuvre :**

Les délais d'établissement des documents par le maître d'œuvre sont ceux fixés dans le C.C.A.P Travaux.

**Réfaction en cas de non-respect des délais dans le cadre de la mission D.E.T.**

Dans le cadre de la mission D.E.T, le Maître d'Œuvre doit informer le Maître d'ouvrage ou son représentant de tout retard dans l'exécution des travaux qu'il dirige et proposer dans un **délai de 8 jours** les mesures nécessaires qui s'imposent, éventuellement coercitives, prévues dans les documents contractuels du marché de travaux ou les actions à conduire en temps utiles pour tenir les délais.

**Retenues intermédiaires et pénalités pour dépassement du seuil de tolérance travaux**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût des travaux supplémentaires du fait du maître d'œuvre, dépasse le seuil de tolérance, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître d'Ouvrage ou son représentant, sur les décomptes correspondants aux éléments de mission D.E.T. et A.O.R..

Dans l'hypothèse où le coût constaté des travaux dépasserait le seuil de tolérance ; la rémunération forfaitaire du Maître d'Œuvre correspondant aux éléments de mission D.E.T et A.O.R., sera minorée, dès le 1<sup>er</sup> euro de dépassement au-delà du seuil de tolérance accepté.

**Pénalités****Par dérogation à l'article 16.2.3 su CCAG-MOE****Comptes-rendus de chantier / réunions**

En cas de retard du maître d'œuvre dans la diffusion des comptes rendus celui-ci encourt une pénalité de **50 €/jour de retard**.

**Absences aux réunions- convocation**

En cas d'absence non excusée 24h à l'avance, sauf cas de force majeure, le maître d'œuvre encourt une pénalité de **100€**.

**Questions**

En cas de retard du maître d'œuvre dans les réponses aux questions de la maîtrise d'oeuvre, celui-ci encourt, après mise en demeure et expiration du délai de réponse fixé, une pénalité de **50 €/jour de retard**.

**Délai d'exécution ou de livraison**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 €.

Pour chaque tranche et pour chaque élément de mission, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt une pénalité de 200 € par jour de retard.

**Délai de vérification des décomptes mensuels**

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 150,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

**Vérification du projet de décompte final**

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 200,00 €.

---

**Délai d'instruction des mémoires en réclamation**

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 1/3000 du montant initial du marché.

**Etablissement des documents de réception des travaux par le maître d'œuvre :**

En cas de retard dans l'établissement desdits documents, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé par jour de retard calendaire à 1/200<sup>e</sup> du montant de l'élément de mission Assistance aux Opérations de Réception sans être inférieur à 200 euros par jour.

**Contrôle des DOE**

En cas de retard dans la remise des DOE dûment contrôlés : 50 € par jour de retard.

**Réfaction en cas de non-respect des délais dans le cadre de la mission D.E.T.**

En cas de retard constaté, de plus de 8 jours calendaires, si la défaillance du Maître d'œuvre est patente, le Maître d'ouvrage ou son représentant pourra appliquer sur les sommes dues au Maître d'Œuvre une réfaction à hauteur de 1/5000<sup>ème</sup> du montant de la mission D.E.T. par jour de retard à compter du 1<sup>er</sup> jour de retard.

La clause précitée ne jouera pas si le Maître d'Œuvre établit avec précision qu'il a mis en œuvre les moyens nécessaires pour maîtriser le retard, conformément à l'obligation de moyens qui est la sienne.

Cette réfaction sera restituée si des mesures ultérieures ont permis de rattraper ce retard sans autre conséquence pour le Maître d'Ouvrage ou son représentant.

**Retenues intermédiaires et pénalités pour dépassement du seuil de tolérance travaux**

Dans l'hypothèse où le coût constaté des travaux dépasserait le seuil de tolérance ; la rémunération forfaitaire du Maître d'Œuvre correspondant aux éléments de mission D.E.T et A.O.R., sera minorée, dès le 1<sup>er</sup> euro de dépassement au-delà du seuil de tolérance accepté.

Modalités de calcul des retenues et pénalités : elles seront égales au quart du produit du taux des honoraires des missions D.E.T. et A.O.R., appliqué au montant des travaux dépassant le seuil de tolérance.

Ces pénalités sont plafonnées à 15 % de ladite rémunération du Maître d'œuvre pour les missions D.E.T. et A.O.R.

**En phase AOR, cas de retard pour**

- La remise de rapport « pour désordres signalés par le maître d'ouvrage » sous 24 h suite à la date des OPR : 50€/jour de retard
- La remise de rapport « pour la visite intermédiaire » sous 24 h suite à la visite intermédiaire : 50€/jour de retard
- La remise de rapport « pour la visite finale » : sous 24h suite à la visite finale 50€/jour de retard

**Plafonnement des pénalités**

**Par dérogation aux articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG MOE**, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné. Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 11.3 Autres pénalités

**Pénalités pour la lutte contre le travail dissimulé :** Des pénalités seront appliquées au cocontractant qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat (marché de base et avenants) et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur ou son représentant appliquera les pénalités prévues par le contrat ou rompra le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du cocontractant.

### 11.4 Expiration du délai d'exécution :

**En cas de prestations d'études**, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au pouvoir adjudicateur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

---

**En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché**, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché.

Tous les délais inscrits au marché pour des sous-parties identifiées de celui-ci bénéficient de la même règle.

**La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement** exceptionnellement, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou les désordres signalés dans l'année de garantie ne sont pas toutes levées ou tous repris à la fin de cette période. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou la reprise du dernier désordre.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

L'achèvement de la mission, soit le dernier délai de garantie de parfait achèvement, soit la dernière levée des réserves, fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage ou de son représentant, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de cet achèvement. L'absence de décision dans ce délai vaut admission des prestations.

## **11.5 Prolongation du délai d'exécution**

**Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution** du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution par ordre de service. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

**Par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE, pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa**, le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur l'événement de force majeure ou, les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai **de 8 jours** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision.

**Par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG-MOE** Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai de **10 jours** à compter de la réception de la demande.

**Lorsque le délai imparti pour la notification de l'ordre de service d'exécuter** une tranche optionnelle est défini par rapport à l'origine du délai d'exécution d'une autre tranche, il est, en cas de prolongation de ce délai ou de retard du fait du titulaire constaté dans cette exécution, prolongé d'une durée égale à celle de cette prolongation ou de ce retard.

**Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne** peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

### **Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :**

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 3 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

**La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1/3000 du montant du marché.**

Cependant, en l'absence de contreseing ou de décision écrite préalable du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne peut jamais notifier des ordres de service relatifs à :

---

- La notification de la date de commencement de la période de préparation et de commencement des travaux
- Le passage à l'exécution d'une tranche optionnelle
- La notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus
- La prolongation de délais

## 12. Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Les cas de résiliation pour faute du maître d'œuvre sont ceux prévus à l'article 30.1 du CCAG MOE sous réserve des précisions suivantes :

**Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-MOE** les délais de 30 jours prévus sont ramenés à 15 jours.

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour faute du titulaire si celui-ci a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur

## 13. Assurances

### 13.1 Assurances du maître d'œuvre

Le Maître d'œuvre et conformément à la réglementation en la matière, le titulaire du marché doit justifier qu'il est couvert par une Police d'Assurance garantissant les responsabilités qu'il encourt, notamment des dispositions des articles 1240 (civile professionnelle) et suivants et 1792 et suivants (décennale) du Code Civil.

Conformément aux dispositions des articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, l'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le maître d'œuvre intervient et pour les activités objet de son marché.

Le solde de la rémunération ne pourra intervenir qu'après production par le Maître d'Œuvre de l'attestation de sa compagnie d'assurance.

Le Maître d'Œuvre déclare être également titulaire des garanties couvrantes :

- Les dommages immatériels consécutifs après réception,
- Les conséquences des erreurs sans désordre avant réception.

Le maître d'œuvre doit justifier au plus tard avant l'attribution du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le maître d'œuvre doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **13.2 Assurance du maitre d'ouvrage**

Sans objet.

## **14. Clauses complémentaires**

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

### **14.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité ;
- Cession de contrat ;
- Décès ;
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Maître d'Ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce ;
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

### **14.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution**

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut :

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- Soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement,
- Soit de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

## **15. Dérogations au CCAG Maitrise d'œuvre**

---

Article du présent CCAP	Dérogations au CCAG Maitrise d'œuvre
3	4
4	5
5.4	22.5-22.7-24.2
10.3	11.8-
11.1-11.2	16.2
11.5	15.3
12	30.1